

## Les racines politiques et culturelles du négationnisme en France

Henry Rousso

(Institut d'histoire du temps présent, CNRS, Paris)

En février 2002, à la suite de scandales répétés touchant l'université Jean-Moulin Lyon III, Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Jospin, créait une commission chargée de faire la lumière sur les agissements de l'extrême droite au sein de cette université. Il en confia la présidence à un historien, l'auteur du présent article, avec pour objectif non de chercher des responsables ou des coupables – les noms étaient connus depuis longtemps –, mais de retracer la genèse du problème<sup>1</sup>. Il s'agissait avant tout de retracer la création et le développement mouvementé d'une université très marquée à droite et à l'extrême droite, créée en 1973 à la suite d'une scission avec l'université Lyon II, marquée elle à gauche et à l'extrême gauche, une conséquence des conflits de mai 68. Il s'agissait surtout de comprendre pourquoi Lyon III avait été mêlée à presque toutes les affaires françaises de négationnisme. Forgé en 1987 par les historiens pour éviter l'usage abusif du mot « révisionniste », le terme désigne ceux qui nient l'existence des chambres à gaz homicides nazies et, plus généralement, la réalité de l'Holocauste.<sup>2</sup> Depuis juin 1990, c'est un délit en droit pénal français, comme dans beaucoup d'autres pays européens.

Après une longue enquête de terrain, le rapport fut rendu public en octobre 2004.<sup>3</sup> Au-delà du cas singulier de Lyon III, il constitue une contribution à l'histoire des universités

---

<sup>1</sup> Outre le président, la commission comprenait Annette Becker, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris X-Nanterre, Philippe Burrin, directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, et Florent Brayard, chargé de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent.

<sup>2</sup> Cf. Henry Rousso, *The Vichy Syndrome. History and Memory in France since 1944*, Harvard University Press, 1991, p. 151. Il existe une importante bibliographie sur le négationnisme. Sur le cas français, voir les textes fondateurs de Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire, « Un Eichmann de papier » et autres essais sur le révisionnisme*, Paris, La Découverte, 1987 (qui reprend notamment son célèbre article paru en 1980, dans la revue *Esprit*), et d'Alain Finkielkraut, *L'avenir d'une négation. Réflexion sur la question du génocide*, Paris, Seuil, 1982. Voir également Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Paris, Seuil, 2000.

<sup>3</sup> Le rapport original est disponible en ligne : <[ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/rapport/rapport\\_rousso.pdf](http://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/rapport/rapport_rousso.pdf)> . Il a également été publié : Henry Rousso, *Le dossier Lyon III. Le rapport sur le racisme et le négationnisme à l'université Jean-Moulin*, Paris, Fayard, 2004, 314 p. Cet article reprend et développe certaines de conclusions de ce travail pour un public américain.

françaises de l'après 68 et il propose une analyse des racines politiques et culturelles du négationnisme français, en pointant deux de ses caractéristiques majeures. D'une part, le phénomène ne s'est pas développé uniquement dans des cercles marginaux et isolés : il a mobilisé des intellectuels ayant déjà acquis une certaine réputation et il a pu s'exprimer à plusieurs reprises au sein de certaines universités, dont Lyon III, un phénomène propre à la France et que l'on retrouve assez peu dans d'autres pays. D'autre part, le négationnisme s'est développé à la fois dans les milieux du néo-fascisme d'après-guerre et de l'extrême droite, dans certains groupuscules d'extrême gauche antistaliniens – une autre singularité française –, enfin, plus récemment, de manière plus massive et spectaculaire, dans certains milieux islamistes et dans des franges de la population française musulmane.

Toutefois, il n'y a pas d'équivalence entre ces trois composantes qui présentent de grandes variations dans le temps et dans l'espace, même si les idées, les écrits et parfois les individus ont circulé d'un milieu à l'autre. Les liens entre le négationnisme et l'extrême droite sont consubstantiels : la négation de l'Holocauste a été l'une des conditions de la renaissance d'une extrême droite en France après l'échec de Vichy et de la Collaboration. En revanche, le soutien venu de l'« ultra-gauche », s'il est significatif des dérives d'un marxisme sectaire, ne s'est jamais étendu au-delà de quelques militants très isolés. Quant au développement récent d'un négationnisme d'origine islamiste, il ressortit à un phénomène mondial, et se rattache à la montée d'un antisémitisme arabo-musulman, un phénomène non spécifiquement français lié à la situation au Moyen-Orient.

L'importance de la thématique négationniste pour les mouvements d'extrême droite a été illustrée avec éclat lors de la sortie du rapport sur Lyon III, en octobre 2004. L'un des universitaires incriminés, Bruno Gollnisch, professeur de japonais, député européen d'extrême droite et prétendant à la succession de Jean-Marie Le Pen à la tête du Front national, déclarait sans même avoir lu le texte :

« Je conteste la légitimité et la légalité de cette mission de police de la pensée. Henry Rousso est un historien engagé, c'est une personnalité juive, une personnalité estimable, mais sa neutralité n'est pas assurée [...] Il n'y a plus un historien sérieux qui adhère intégralement aux conclusions du procès de Nuremberg [...] Je ne remets pas en cause l'existence des camps de concentration mais, sur le nombre de morts, les historiens pourraient en discuter [...] Quant à l'existence des chambres à gaz, il appartient aux historiens de se déterminer [...] Il y a des intérêts considérables à nier ce débat, c'est l'intérêt de l'Etat d'Israël dans les discussions sur les réparations qui sont sans fin ».<sup>4</sup>

<sup>4</sup> Propos rapportés par de nombreux organes de presse, dont l'agence Reuters, 11 octobre 2004  
<<http://www.lci.fr/news/france/2004/0,,3179386-VU5WX0IEIDUy,00.html>>.

Par la suite, Bruno Gollnisch a contesté la teneur de ces propos, arguant du fait qu'aucun journaliste présent à sa conférence de presse n'avait enregistré ses interventions. Il aurait dit :

« Certains pouvaient craindre qu'une mission aussi extravagante, n'enfreigne l'adage " *nemo iudex in causa sua propria* ", personne ne saurait être juge en sa propre cause". Car M. Rouso, historien estimable d'origine juive, directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, adversaire déclaré des " révisionnistes " dont on disait – à tort – que l'université lyonnaise était truffée, aurait pu être considéré comme un historien engagé contre ce qu'il avait pour mission d'étudier. Et cependant, il semble que son rapport soit, sinon la montagne qui accouche d'une souris, du moins une douche froide pour les persécuteurs de la liberté de pensée. »<sup>5</sup>

Dans une version comme dans l'autre, Gollnisch dénie à un « juif » de parler de l'Holocauste sans lui opposer la nécessité d'une « parole contradictoire », c'est-à-dire celle... d'un antisémite ! On pense au mot fameux de Jean-Luc Godard, parlant de la télévision : « l'objectivité, c'est cinq minutes pour Hitler et cinq minutes pour les juifs ». Nous sommes là au cœur de la perversion introduite par le négationnisme dans le débat démocratique contemporain, respectueux de pluralisme et d'égalité. C'est aussi un signe inquiétant de la banalisation de l'injure antisémite dans la France d'aujourd'hui, car elle est ici proférée au plus haut niveau d'un parti politique légal. Quant aux propos sur les chambres à gaz, ils ne font que reprendre ce que Bruno Gollnisch a déclaré à de très nombreuses reprises dans le passé.<sup>6</sup>

Ces déclarations ont valu à son auteur d'être exclu pour cinq ans de l'université Lyon III, et d'être l'objet de poursuites judiciaires toujours en cours. Même si Bruno Gollnisch ne s'attendait sans doute pas à une telle sévérité, rarissime dans les universités françaises, et singulièrement à Lyon III qui a longtemps protégé le petit noyau d'extrême droite, il avait largement prémédité sa sortie, sachant que le contexte était sensible : toutes les associations antiracistes, la presse, le milieu politique avaient alors les yeux rivés sur cette université. Si ces propos relèvent à l'évidence d'une forme de provocation, cet usage public du négationnisme, qui n'est pas sans risques, s'inscrit dans le cadre des luttes internes au Front national, et dans

---

<sup>5</sup> Propos rapportés sur le website du quotidien *Français d'abord*, un organe du Front national, le 13 octobre 2004 : <[http://www.francaisdabord.info/quotidien\\_detail.php?id\\_qp=297&art=5](http://www.francaisdabord.info/quotidien_detail.php?id_qp=297&art=5)>. Le 11 octobre 2004 toujours, lors d'une intervention sur le site d'une grande chaîne d'information permanente (LCI), Bruno Gollnisch a déclaré, cette fois de manière certaine : « M. Rouso est un adversaire de ceux qui contestent la vérité officielle en matière de seconde guerre mondiale. Il était juge et partie. C'est une personnalité juive. C'est un fait. Cela pouvait laisser craindre que le rapport ne soit pas tout à fait objectif. Or son travail est plutôt [plus] nuancé que je ne le pensais ».

<sup>6</sup> On en trouve de nombreux exemples dans le rapport, même si Bruno Gollnisch n'était pas, jusqu'en octobre 2004, l'enseignant d'extrême droite le plus critiqué par les associations antiracistes.

le contexte de la succession prochaine de Jean-Marie Le Pen. Depuis quelques années, deux lignes s'affrontent au sein de ce mouvement. L'une, conduite par Marine Le Pen, la fille du chef, cherche à banaliser le Front national, devenu un parti bien implanté dans le paysage politique français. Cette tendance veut capitaliser le succès de Jean-Marie Le Pen, arrivé au second tour des élections présidentielles, le 22 avril 2002, ce qui a provoqué un véritable séisme politique. Elle s'adresse, au moins dans les discours officiels, à un électorat élargi, sensible à des thèmes comme l'immigration ou l'insécurité. Elle tente de présenter le Front national comme un parti populiste « respectable », en édulcorant l'image de violence politique et de nationalisme raciste qui caractérise l'extrême droite française depuis les années 1930. L'autre tendance, conduite par Bruno Gollnisch, cherche au contraire à consolider cette tradition. Elle s'adresse en priorité aux militants de base, le noyau dur le plus convaincu. Si Marine le Pen cherche une légitimité électorale et populaire, Bruno Gollnisch cherche, lui, une légitimité militante et partisane. Sa « sortie » d'octobre 2004 avait ainsi pour objectif de prendre le dessus sur sa rivale plus « modérée » – ce qui a été partiellement réussi, Jean-Marie Le Pen ayant soutenu sans réserve Bruno Gollnisch et désavoué sa fille qui avait critiqué les propos de celui-ci sur les chambres à gaz.<sup>7</sup>

On mesure donc à quel point les références antisémites et négationnistes constituent encore un argument de poids pour qui cherche à fédérer derrière lui les cadres et militants du Front national. Cette fidélité au discours négationniste aux échelons les plus élevés du parti et le fait qu'il constitue encore un point de ralliement interne, montrent que cet héritage est profondément enraciné dans le discours de l'extrême droite française, et qu'il constitue une séquelle vivante du fascisme, du nazisme et de la collaboration soixante ans après la fin de la guerre.

### ***De la revendication à la négation : la guerre et l'après-guerre***

La volonté délibérée de nier le crime commence pendant la guerre elle-même, les nazis ayant cherché à dissimuler l'ampleur et à effacer les traces les plus visibles de la « Solution finale » dont l'objectif ultime était la disparition physique du judaïsme européen. C'est là un phénomène bien connu sur lequel il n'est pas besoin de s'étendre ici. En revanche, fait moins souvent relevé, l'antisémitisme qui se déploie dans les cercles collaborationnistes, notamment en France, ne révèle pas de signes tangibles et significatifs d'une volonté de dissimuler

---

<sup>7</sup> Cf. *Le Monde*, 19 octobre 2004.

l'extrême violence faite aux juifs. Certes, peu d'informations précises et crédibles filtrent dans la presse sous contrôle de la propagande nazie.<sup>8</sup> Certes, les autorités de Vichy, qui participent activement aux déportations des juifs depuis juin 1942, restent évidemment silencieuses sur le sort des populations ainsi raflées, internées et envoyées à Auschwitz. Néanmoins, les journaux collaborationnistes ne manifestent aucune retenue particulière, qu'ils soient ou non informés des réalités de l'extermination en cours. Ils déploient au contraire une violence verbale croissante et expriment sans réserve leur satisfaction de voir les juifs exclus socialement, économiquement et physiquement. On peut en donner ici deux exemples parmi une littérature aujourd'hui bien connue.<sup>9</sup>

Le 25 septembre 1942, quelques semaines après les premières grandes rafles de juifs dans toute la France, Robert Brasillach fait paraître dans *Je suis partout*, un article retentissant répondant aux protestations de Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, qui a stigmatisé dans une homélie célèbre les arrestations, en particulier dans la zone non occupée où les juifs n'étaient pas menacés par les nazis : « L'archevêque de Toulouse [...] accuse le gouvernement du Maréchal de suivre des inspirations étrangères. Il parle de brutalités et de séparations que nous sommes tous prêts à ne pas approuver, car il faut se séparer des juifs en bloc et ne pas garder de petits, l'humanité est ici d'accord avec la sagesse [...] ». <sup>10</sup> Écrit au pire moment des persécutions antijuives, lors de l'arrestation de milliers d'enfants, ces propos sont très éloignés de toute « euphémisation ». Brasillach assume, au contraire, la violence faite aux juifs en France même, indépendamment du sort qui les attend à Auschwitz.

En avril 1944, alors que la déportation a touché déjà plus de 90 % du total des juifs déportés de France, soit 76 000 hommes, femmes et enfants, une autre figure emblématique du fascisme français, Maurice-Yvan Sicard, un des responsables du Parti populaire français de Jacques Doriot, fait paraître une des brochures les plus antisémites jamais publiée sous l'Occupation. Son éditorial de présentation, agrémenté de photos de camps d'internement, se termine par ces mots : « Il y a dans notre pays des patriotes [*les collaborateurs... HR*] qui ne reculeront devant rien. Il y dans notre pays des Français qui ne seront jamais vaincus, quoi qu'il arrive. Alors, nous disons aux Juifs : Ne vous mettez pas sur leur chemin. Ne vous

---

<sup>8</sup> Sur cette question, voir Philippe Burrin, « Que savaient les collaborationnistes ? », in Stéphane Courtois et Adam Rayski (Ed.), *Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs 1941-1945*, Paris, La Découverte, 1987, p. 67-78.

<sup>9</sup> Cf. Pierre-André Taguieff (Ed.), *L'antisémitisme de plume 1940-1944. Études et documents*, Paris, Berg International Éditeurs, 1999, 618 p.

<sup>10</sup> Robert Brasillach, « Les sept internationales contre la patrie », *Je suis partout*, 25 septembre 1942. Sur ce texte, voir Alice Kaplan, *The Collaborator*, Chicago, The University of Chicago Press, 2000 (chapitre IV) et Henry Rousso, « Une justice impossible : l'épuration et la politique antijuive de Vichy », *Annales ESC*, n° 3, juin 1993, repris dans Henry Rousso, *Vichy. L'Événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001, p. 639-640.

présentez pas à leur regard. Chapeau bas, en veston, comme vous êtes venus il y a cinq ans ou cinq siècles, partez. Partez vite. *Partez AVANT* ». <sup>11</sup> Sachant que les malheureuses victimes n'avaient nul endroit où aller et que les hommes de Doriot participent alors aux rafles des nazis, ce propos sonne en fait comme une sorte de justification de la déportation, présentée implicitement comme un acte salvateur pour les juifs puisque cela leur permet effectivement de « partir ».

Ces brefs rappels de l'antisémitisme français sous l'Occupation montrent que nous sommes alors dans le registre de la menace, de la dénonciation, de l'appel au meurtre, de l'enthousiasme devant les arrestations, mais en aucun cas dans la négation du sort réservé aux juifs. C'est d'autant plus intéressant que ce sont les mêmes ou presque qui, quelques mois plus tard, dès 1945, vont entreprendre de nier qu'il y ait eu une volonté d'extermination tant chez les nazis que chez leurs complices.

La guerre terminée et le nazisme vaincu, la négation du génocide n'apparaît pas dans les arguments de défense des principaux chefs nazi, qui n'ont par exemple jamais utilisé ce moyen de défense durant les procès de Nuremberg, pas plus qu'il n'apparaît dans les procès des collaborateurs durant l'épuration. Les uns ou les autres ont pu dire qu'ils « ignoraient », qu'ils n'en étaient pas « responsables », mais pas que cela n'avait pas eu lieu. La sous-estimation, qui cherche à minorer la portée du crime, et les premières formes de négation se développent ailleurs, au sein d'une petite minorité d'écrivains, d'intellectuels, d'universitaires, dont la plupart n'ont pas eu d'implication directe dans les crimes, même s'ils gravitent dans les cercles issus de la Collaboration. Ces derniers ont tenté, pour des raisons essentiellement idéologiques et postérieures à la guerre, d'élaborer un récit justificatif fondé sur l'idée que l'extermination des juifs était une « exagération », un « mensonge », un « mythe » propagés par les juifs eux-mêmes. En France, cette parole a été portée par le journaliste Maurice Bardèche, beau-frère de Robert Brasillach, contempteur de l'épuration et figure de proue du néo-fascisme d'après-guerre, et par un ancien déporté, Paul Rassinier, un ancien député socialiste pacifiste.

Leurs motivations respectives sont, au départ, très différentes, bien qu'elles se rejoignent. Le premier se situe dans le registre de la déculpabilisation. Il a compris la nécessité vitale de nier non seulement le génocide, mais l'ensemble des crimes imputés au nazisme afin de rendre à nouveau présentables les valeurs auxquelles il croit. Le premier livre qu'il consacre

---

<sup>11</sup> Maurice-Yvan Sicard, « Dernier avertissement », in *Je vous hais*, brochure publiée par le Bureau Central de Presse et d'Informations, 15 avril 1944. Les mots soulignés le sont dans le texte. Après la guerre, Sicard a écrit sous le pseudonyme littéraire de Saint-Paulien.

à ces sujets constitue en ce sens un long plaidoyer en faveur de l'Allemagne nazie, dans le contexte des débuts de la Guerre froide :

« Les Alliés n'avaient pas le choix. S'ils n'affirmaient pas solennellement, s'ils ne prouvaient pas par n'importe quel moyen qu'ils avaient été les sauveurs de l'humanité, ils n'étaient plus que des assassins. Si, un jour, les hommes cessaient de croire à la *monstruosité allemande*, ne demanderaient-ils pas compte des villes englouties ? ».<sup>12</sup>

Si la négation pure et simple des faits concernant l'Holocauste n'est pas encore explicite – il est trop proche du choc l'ouverture des camps et du retour des déportés pour avoir les moyens de nier l'évidence –, il en érode la portée, inaugurant là une tradition dont on retrouve la trace jusqu'à aujourd'hui, par exemple dans le « détail » de Jean-Marie Le Pen (cf. *infra*) :

« Il est inévitable alors que l'extermination des juifs ne nous apparaisse plus maintenant que comme un des procédés nouveaux de cette guerre que nous avons à juger comme nous avons à juger les autres, l'extermination des Slaves, le bombardement des grandes villes allemandes. Il est inutile, naturellement, de préciser que nous condamnons, comme tout le monde, l'extermination systématique des juifs. Mais il n'est pas inutile de rappeler que les Allemands eux-mêmes, autant que nous pouvons le voir par les documents qui nous sont parvenus, la condamnaient également, et que la plupart d'entre eux, même parmi les plus haut placés, l'ont ignorée. Il résulte clairement des pièces du procès que la *solution du problème juif*<sup>13</sup>, qui avait eu l'approbation des dirigeants nationaux-socialistes, consistait uniquement en un rassemblement de juifs dans une zone territoriale qu'on appelait la *réserve juive* : c'était une sorte de ghetto européen, une patrie juive reconstituée à l'Est, c'était cela que prévoyaient les instructions connues des ministres et hauts fonctionnaires, et c'était cela seulement. Les accusés de Nuremberg ont pu soutenir qu'ils avaient ignoré pendant toute la guerre les exécutions massives qui avaient eu lieu à Auschwitz, à Treblinka et ailleurs, qu'ils les avaient apprises pour la première fois en écoutant leurs accusateurs, et aucun document du procès ne nous permet d'affirmer que Goering, Ribbentrop, ou Keitel ont menti en disant cela : il est très possible, en effet, que la politique de Himmler ait été une politique toute personnelle, exécutée discrètement, et dont il porte seul la responsabilité. »<sup>14</sup>

On pourra relever ici une contradiction apparente des premiers écrits négationnistes qui tantôt nient les faits, tantôt considèrent que l'Holocauste est un crime de masse comme un autre, ce qui est une manière de le reconnaître implicitement. Il ne s'agit pas ici de « cynisme », la plupart des auteurs, comme Bardèche, croyant en partie aux mensonges qu'ils profèrent. Ils croient en tout cas avec beaucoup de conviction à l'intérêt vital de la négation, d'où leur capacité à se mouvoir dans un univers intellectuel en apparence irrationnel pour toute

<sup>12</sup> Maurice Bardèche, *Nuremberg ou la Terre promise*, Paris, Éd. Les Sept couleurs, 1947, p. 19.

<sup>13</sup> Souligné dans le texte.

<sup>14</sup> Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 193-194

personne ne partageant pas leurs préjugés de départ. Dans leur cas, la nécessité fait loi et fonde la foi. Dès lors, tous les moyens – négation, banalisation, sous-estimation – sont bons pour déréaliser l'Histoire et leur permettre d'y avoir encore une modeste place.

La véritable rupture et sans doute la véritable naissance de la thématique négationniste commence avec Paul Rassinier. Le personnage a fait l'objet de plusieurs travaux, dont deux biographies récentes, il n'est donc pas utile de s'étendre sur lui<sup>15</sup>. On retiendra seulement qu'il offre un cas singulier : socialiste, proche de l'extrême gauche avant la guerre, il milite dans la résistance socialiste en zone Nord durant l'Occupation, ce qui lui vaut d'être déporté à Buchenwald et à Dora. Après la guerre, bien que toujours engagé à gauche, il entreprend par une série d'écrits de mettre en doute l'existence des chambres à gaz homicides jusqu'à élaborer une théorie selon laquelle les juifs – et l'État d'Israël – sont les véritables « inventeurs » de l'Holocauste puisqu'ils en sont les premiers profiteurs. Comme Maurice Bardèche, qui est parmi l'un de ses premiers soutiens, Paul Rassinier évolue dans un registre de vérité très particulier : pris dans une logique de rejet du communisme et de l'URSS, haïssant par-dessus tout la guerre, il cherche des arguments visant à disculper l'Allemagne nazie afin de mieux mettre en évidence les crimes de Staline et du « capitalisme ». Convaincu que la dénonciation des crimes nazis alimente le risque d'une nouvelle guerre, il dénonce la littérature produite par les anciens déportés :

« Un jour, je me suis aperçu que l'opinion s'était forgée une idée fausse des camps allemands, que le problème concentrationnaire restait entier malgré tout ce qui en avait été dit, et que les déportés, s'ils n'avaient plus aucun crédit, n'en avaient pas moins grandement contribué à aiguiller la politique internationale sur des voies dangereuses. »<sup>16</sup>

Cette perspective le rapproche de la thématique de l'extrême droite de la fin des années quarante qui dénonce une « justice de vainqueurs ». Elle le conduit également à reproduire un *topos* du nazisme : ce sont les juifs qui sont responsables de la guerre. D'un autre côté, en mettant en cause les témoignages d'anciens déportés (en réalité, ceux qui ont survécu aux

---

<sup>15</sup> Florent Brayard, *Comment l'idée vint à M. Rassinier. Naissance du révisionnisme*, préface de Pierre Vidal-Naquet, Paris, Fayard, 1996 ; Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite*, Paris, Seuil, 1999, laquelle a publié l'un des tout premiers articles importants sur le négationnisme : « Les redresseurs de morts. Chambres à gaz : la bonne nouvelle. Comment on révisé l'histoire », *Les Temps modernes*, juin 1980, p. 2150-2211.

<sup>16</sup> Paul Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse*, Paris, 1950 (à compte d'auteur). Ce texte, ainsi que les premiers écrits de Rassinier, ont été repris en 1979 par l'éditeur de Robert Faurisson, La Vieille Taupe, éponyme d'un groupement d'« ultragauche » qui va diffuser les idées négationnistes à compter de 1978. La citation est tirée de la page 113 de cette nouvelle édition.

camps de concentration et non aux camps d'extermination), Paul Rassinier renoue avec une tradition qui remonte aux lendemains de la Première guerre mondiale, en particulier celle inaugurée par Jean Norton-Cru, un ancien combattant qui a remis en cause la véracité de certains récits de guerre, qu'il jugeait exagérés, romancés et « bellicistes » car prenant le risque d'une nouvelle guerre.<sup>17</sup> Dans un contexte tout autre, Paul Rassinier va beaucoup plus loin : pour la première fois depuis 1945, sa critique de témoignages individuels sert de fondement à une interprétation falsifiée de l'histoire dans laquelle les chambres à gaz homicides, et l'extermination de près de 6 millions de juifs ne sont plus qu'un « mensonge » :

Avec ma thèse sur la bureaucratie concentrationnaire dont j'ai mis en lumière le rôle déterminant dans [la] systématisation de l'horreur, c'est le jour nouveau sous lequel je présente les chambres à gaz qui a le plus douloureusement banderillé les imageries d'Épinal des camps de concentration. [...] Je suis donc fondé à dire que tous ceux qui, comme David Rousset ou Eugen Kogon, se sont lancés dans de minutieuses et pathétiques descriptions de l'opération, ne l'ont fait que sur des ragots. Ceci – je le précise encore pour éviter tout nouveau malentendu – ne veut absolument pas dire qu'il n'y ait pas eu de chambres à gaz dans les camps, ni qu'il n'y ait pas eu d'extermination par les gaz : une chose est l'existence de l'installation, une autre sa destination et une troisième son utilisation effective. En second lieu, il est remarquable que, dans toute la littérature concentrationnaire et pas davantage au Tribunal de Nuremberg, aucun document n'ai pu être produit, attestant que les chambres à gaz avaient été installées dans les camps de concentration allemands, sur ordre du gouvernement dans *le dessein de les faire utiliser pour l'extermination massive des détenus*.<sup>18</sup> Des témoins pour la plupart officiers, sous-officiers et même simples SS sont certes venus dire à la barre qu'ils avaient procédé à des exterminations par les gaz et qu'ils en avaient reçu l'ordre : aucun d'entre eux n'a pu produire l'ordre derrière lequel il s'abritait et aucun de ces ordres [...] n'a été retrouvé dans les archives des camps à la Libération. Il a donc fallu croire ces témoins sur parole. Qui me prouve qu'ils n'ont pas dit cela pour sauver leur vie dans l'atmosphère de terreur qui commença à régner sur Allemagne, dès le lendemain de son écrasement ? »<sup>19</sup>

Paul Rassinier inaugure ainsi un discours de type scientifique, « hypercritique », qui inverse la charge de la preuve : plutôt que de démontrer que l'Holocauste est un « mensonge », injonction est faite aux témoins de l'Histoire de prouver qu'ils ne mentent pas. Cette posture, très isolée à cette époque, conduira Paul Rassinier à un antisémitisme obsessionnel, l'ancien déporté socialiste étant l'un des tout premiers à affirmer que

<sup>17</sup> Il y a une nombreuse littérature sur ces questions. Sur les liens entre Norton-cru et Rassinier, cf. Christophe Prochasson, « Témoignages et expériences. Des usages du « vrai » et du « faux » de Jean Norton-Cru à Paul Rassinier », in Christophe Prochasson et Anne Rasmussen (Ed.), *Vrai et faux dans la Grande guerre*, Paris, La Découverte, 2004, p. 189-217.

<sup>18</sup> Souligné dans le texte.

<sup>19</sup> Avant-propos à la deuxième édition du *Mensonge d'Ulysee* (1954), citation p. 241 de l'édition de 1979.

l'Holocauste a été un mensonge servant avant tout l'intérêt des juifs et du jeune État d'Israël.<sup>20</sup> Considéré comme le fondateur du négationnisme français, Paul Rassinier illustre par son parcours la double genèse du négationnisme : un néo-fascisme qui cherche à renaître des décombres et un pacifisme antistalinien. Toutefois, dans les années 1950-1960, ce mouvement reste confidentiel et marginal, sans écho dans l'opinion.

### ***La renaissance des années 1970-1980***

Ces théories connaissent un regain de fortune à compter des années 1970, avec une autre ampleur et dans un autre contexte. À cette époque, le phénomène se déploie dans de nombreux pays, mais la France est particulièrement touchée. Sans entrer dans le détail de chacune des affaires de négationnisme qui l'ont secouée depuis une trentaine d'années, on peut énumérer de manière succincte les principales d'entre elles, celles qui ont eu un certain retentissement dans l'opinion, sans qu'il y ait toujours pour autant une proportion entre les faits incriminés et leur impact dans l'espace public.

– Le 28 octobre 1978, Louis Darquier dit « de Pellepoix », ancien Commissaire général aux questions juives de Vichy, réfugié en Espagne depuis la fin de l'Occupation, accorde un entretien au grand hebdomadaire *L'Express* dans lequel il déclare : « À Auschwitz, on a n'a gazé que les poux ». Exhalant sur plusieurs pages sa haine antisémite et son ressentiment d'ancien collaborateur, cet entretien suscite une émotion considérable, et joue comme un accélérateur dans la prise de conscience en cours des Français face au passé des années noires.<sup>21</sup>

– En novembre 1978, une polémique éclate autour de Robert Faurisson, un maître de conférences en littérature contemporaine récemment recruté à l'université de Lyon II, l'université de gauche. Il est connu pour ses travaux sur Lautréamont et Rimbaud, et il s'est déjà manifesté à plusieurs reprises en niant l'existence de l'Holocauste. Prenant le parti de Darquier, il affirme dans plusieurs journaux (*Le Matin de Paris*, *Le Monde*) : « Les chambres à gaz, ça n'existe pas ! ».<sup>22</sup> C'est le début d'une longue polémique sur cet universitaire qui a exercé une grande influence dans les milieux négationnistes aussi bien à l'extrême droite que

---

<sup>20</sup> Notamment dans *Le véritable procès Eichmann où les vainqueurs incorrigibles*, Paris, Les Sept Couleurs, 1962. Cette maison d'édition est celle de Maurice Bardèche.

<sup>21</sup> *The Vichy Syndrome*, op. cit., p. 139-144.

<sup>22</sup> *Le Matin de Paris*, 16 novembre 1978. Il reprend ces affirmations dans *Le Monde*, 29 décembre 1978.

dans des franges de l'extrême gauche et, plus tard, dans des cercles islamistes à l'échelle internationale. C'est également le début d'une longue controverse sur le rôle de la presse, sur les droits et devoirs des universitaires et sur l'étendue de leur « liberté académique », laquelle ne se confond pas avec la liberté d'expression de tout citoyen puisque cette liberté s'exerce dans le cadre de l'université, donc avec la nécessité de respecter une éthique scientifique.

– Le 15 juin 1985, un ingénieur agronome en retraite, Henri Roques, militant d'extrême droite et proche de Robert Faurisson, soutient avec succès à l'université de Nantes une thèse sur les écrits de Kurt Gerstein, qui se veut une contribution à la mise en cause de la vérité « officielle » sur l'Holocauste. Son jury est composé presque exclusivement de militants d'extrême droite, non compétents sur le sujet. Il est présidé par un spécialiste des questions « indo-européennes », le professeur Jean-Paul Allard, de Lyon III, un militant connu du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), un des mouvements de la « Nouvelle Droite » (cf. *infra*). C'est la première fois que les négationnistes tentent de faire ainsi avaliser un diplôme fondé ouvertement sur l'expression de thèses négationnistes. L'année suivante, après une année de polémiques, le diplôme est annulé non sur le fond – c'est impossible – mais en raison de très nombreuses fraudes qui ont conduit à sa délivrance.

– Le 13 septembre 1987, Jean-Marie Le Pen déclare à propos des chambres à gaz : « je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième guerre mondiale », et il ajoute « il y a des historiens qui débattent de ces questions », un propos qui donne un début de légitimité aux discours négationnistes, en le faisant entrer à nouveau dans l'argumentaire public du Front national.

– En janvier 1990, éclate l'affaire Notin, du nom d'un enseignant de Lyon III qui publie un article raciste et négationniste dans une revue d'économie connue au plan international, *Économie et sociétés*. L'affaire prend des proportions considérables car elle montre que les milieux universitaires français sont infiltrés par des militants négationnistes, et que leurs idées peuvent franchir les barrages des plus grandes revues scientifiques. Cette affaire se déroule également dans le contexte de la profanation des tombes juives du cimetière de Carpentras, le 10 mai 1990, un acte antisémite parmi les plus graves jamais commis en France depuis 1945, et qui entraîne une mobilisation nationale. Elle entraîne également une modification de la célèbre loi de 1881 sur la liberté de la presse, faisant de la contestation des crimes contre l'humanité commis par le IIIe Reich, un délit, ce qu'on appelle la « loi Gayssot », du nom du député communiste qui en est à l'origine. L'affaire Notin concentre durablement l'attention sur Lyon III, accusée depuis lors d'être un « bastion » d'extrême droite et du négationnisme. Après de longs mois, Bernard Notin sera finalement sanctionné par l'université.

– En décembre 1995, l'ancien théoricien marxiste et tiers-mondiste, converti à l'islam, Roger Garaudy, publie les *Mythes fondateurs de la politique israélienne*, devenu un best-seller dans le monde arabo-musulman.<sup>23</sup> Ce pamphlet s'inscrit dans la longue lignée des écrits considérant l'Holocauste comme un « instrument » de la politique israélienne. En France, il reçoit le soutien de l'Abbé Pierre (qui se rétractera par la suite), un des hommes les plus populaires dans l'opinion publique dans sa lutte contre les mal-logés [*Homeless*]. Roger Garaudy a été condamné en 1998 pour contestation de crimes contre l'humanité. Le 24 juin 2003, la Cour européenne des droits de l'Homme a confirmé cette condamnation, en précisant que l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui protège la liberté d'expression, ne pouvait s'appliquer « à la négation ou à la révision » de « faits historiques clairement établis – tels que l'Holocauste ».

– En avril 1999, débute une nouvelle affaire de négationnisme qui met en cause un ancien étudiant [*graduate student*] de Lyon III et de Lyon II, Jean Plantin, accusé par la justice de tenir une librairie négationniste à Lyon, et dont on découvre qu'il a obtenu, en 1990-1991 des diplômes fondés sur des mémoires à teneur négationniste. Ce nouveau scandale qui touche les universités lyonnaises met au jour non seulement les réseaux négationnistes des universités lyonnaises, mais plus encore la faiblesse des procédures de contrôle et d'évaluation dans les universités françaises.

– Le 4 octobre 2000, Serge Thion, un historien spécialiste de l'Asie contemporaine, militant de l'« ultra-gauche », et l'un des principaux soutiens de Robert Faurisson depuis vingt ans, est révoqué du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour « remise en cause de l'existence de crimes contre l'humanité ». C'est l'une des sanctions les plus graves jamais prononcée contre des négationnistes, trente ans après le début de leurs activités au sein de l'université.

### ***La négation, une justification politique***

Si chacune affaire s'inscrit dans un contexte particulier, l'ensemble du phénomène relève de causes profondes, qui tiennent au contexte politique et culturel de la France et de l'Europe contemporaines, sur lequel je souhaite insister ici. La première série d'explications tient d'abord à l'histoire de l'extrême droite en France. Après l'échec de Vichy, en 1944, celle-ci a connu un nouveau revers de taille avec la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, et l'abandon de

---

<sup>23</sup> Cf. Richard J. Golsan, *Vichy's Afterlife. History and Counterhistory in Potswar France*, University of Nebraska Press, 2000, p. 124-142

la souveraineté française sur l'ancienne colonie. La bataille pour l'« Algérie française » avait, un temps, donné le sentiment qu'une renaissance du nationalisme radical, voire d'un néofascisme, était possible en France. Dans la décennie qui suit, avec la répression contre les membres de l'Organisation armée secrète (OAS), l'extrême droite perd à nouveau toute surface politique, face à un gaullisme qui triomphe sur le plan politique, institutionnel et économique. Ce n'est qu'au début des années 1970, après la mort du général de Gaulle, et la crainte à droite de voir la gauche unie (parti socialiste, parti radical et parti communiste) parvenir au pouvoir pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, que l'extrême droite retrouve une certaine influence. Le Front national, qui fédère plusieurs groupuscules d'extrême droite, est ainsi créé en 1972, par Jean-Marie Le Pen. Quelques années plus tard, l'un des fondateurs et théoriciens du mouvement, François Duprat, décide d'introduire en France, de manière clandestine, quelques-uns des textes négationnistes anglo-saxons : celui de Richard Harwood, *Did six millions really die ?*, et celui d'Arthur Butz, *The Hoax of the Twentieth Century*, publiés respectivement en 1975 et en 1978, au Royaume-Uni. On retrouve ici la même logique que dans l'après guerre : nier l'Holocauste ne relève pas uniquement d'un credo idéologique ; cela constitue une nécessité politique destinée à faire sauter l'un des obstacles majeurs à la renaissance de l'extrême droite comme alternative politique crédible.

C'est une raison identique qui explique les liens entre le négationnisme et la « Nouvelle droite », un courant de pensée qui émerge dans les années 1970-1980 dans la sphère universitaire et culturelle, avec une sociologie et une stratégie différentes du Front national.<sup>24</sup> Point de ralliement d'une partie des intellectuels d'extrême droite, il regroupe des hommes de divers horizons idéologiques : héritiers de l'Action française (Pierre Gaxotte, Thierry Maulnier), « libéraux » (Louis Rougier), adeptes de la « socio-biologie », nostalgiques du fascisme français se réclamant de Lucien Rebatet ou Pierre Drieu la Rochelle.<sup>25</sup> Tournant le dos à l'activisme radical des années 1960, il tente de conquérir le champ culturel, par une stratégie « métapolitique » inspirée explicitement d'Antonio Gramsci, pour contrer l'hégémonie du marxisme dans les milieux intellectuels de l'époque. Son objectif est de réhabiliter une idéologie antidémocratique : dénonciation de l'héritage « judéo-chrétien », accusé d'avoir encouragé l'émergence des droits de l'homme ; dénonciation du principe universaliste d'égalité, facteur de nivellement social ; adhésion aux thèses du racisme biologique du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle ; glorification d'une prétendue civilisation « indo-européenne ». Dès lors,

---

<sup>24</sup> Voir Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle Droite. Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988 et Pierre-André Taguieff, *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes & Cie, 1994.

<sup>25</sup> Cf. les articles d'*Éléments*, n° 16, juin-août 1976, p. 7, à l'occasion de la réapparition des *Décombres*, chez Jean-Jacques Pauvert, en 1986 ; « Réhabilitation de Drieu », *Éléments*, n° 33, février-mars 1980, p. 51.

l'héritage et le souvenir des années trente et quarante ont constitué un enjeu majeur, soit parce que ses adversaires cherchent à discréditer ce courant en l'assimilant à une résurgence du fascisme ou du nazisme, soit parce que certains de ses membres continuent de se réclamer de ces idéologies, non sans créer tensions et clivages internes.

Là encore, comme dans l'après-guerre, comme au Front national dix ans plus tôt, on retrouve une connexion avec le négationnisme, particulièrement visible au sein de Lyon III, où le GRECE a pu s'implanter grâce à la couleur politique de l'université. Regroupés autour d'un petit « Institut d'études indo-européennes », créé en 1981, un noyau de linguistes et d'historiens (Jean Haudry, Jean-Paul Allard, Pierre Vial...), tous membres du GRECE, a pu à la fois mener des travaux érudits sur les langues indo-européennes, et diffuser l'idéologie du mouvement dans le milieu universitaire. Ce petit noyau a été directement mêlé à deux des affaires de négationnisme touchant l'université : la thèse de Nantes, dont Jean-Paul Allard a présidé le jury sans être jamais sanctionné pour les manquements et les vices de forme en tous genres ; l'affaire Notin, Bernard Notin ayant été membre de la cellule du GRECE de Lyon III. Quant à Jean Plantin, il a sans conteste été influencé, comme étudiant, par le climat très particulier de cette université, au moins dans certaines disciplines.

### ***La révision, un phénomène culturel***

Une deuxième série de causes peut expliquer la prégnance du phénomène négationniste dans les années 1970-1980. C'est en effet au même moment qu'éclate en France, le débat sur Vichy et sur les responsabilités proprement françaises dans la déportation des juifs, thème qui a une dimension européenne. La négation devient donc non seulement une condition de la renaissance de l'extrême droite, mais une nécessité d'autant plus urgente que l'histoire de l'Holocauste s'accélère durant ces années-là, et produit de plus en plus de témoignages ou d'écrits scientifiques qui rendent inopérants les textes d'un Rassinier, fondés sur la réfutation des seuls témoignages d'après-guerre. Il existe donc un lien de cause à effet entre le développement récent du négationnisme, la montée en puissance d'une nouvelle droite radicale, et l'anamnèse du passé de Vichy.

Cependant, si les facteurs politiques peuvent expliquer la renaissance de théories négationnistes, ils n'expliquent pas leur diffusion hors des cercles somme toute limités de l'extrême droite. Or, la grande nouveauté au regard de l'après-guerre, c'est bien l'impact de ces thèses dans l'opinion. Objet de sentiments où se mêlent curiosité, incrédulité et sans doute une certaine fascination, le négationnisme attire l'attention de la presse à compter de la fin des années 1970, laquelle, en retour, lui donne *ipso facto* une certaine importance. Fait singulier

au regard des autres pays connaissant des mouvements négationnistes, la France est sans doute le seul où cette question est devenue un problème public récurrent, discuté au plus haut niveau, suscitant une mobilisation nationale, entraînant des véritables « politiques publiques » et des dispositifs judiciaires.

Il est donc nécessaire de chercher d'autres types d'explication que les seuls facteurs politiques, en particulier les facteurs culturels. Le négationnisme s'inscrit dans un climat général, celui de l'après mai 68, qui connaît une remise en cause tous azimuts des grandes mythologies de l'après-guerre, en particulier les récits officiels sur l'attitude des pays occupés par l'Allemagne nazie. Cette « révision » de l'histoire, ou cette relecture par d'autres générations, qui traverse toute l'Europe occidentale dans les années 1970-80, a certes abouti à réévaluer le poids de la collaboration, de l'antisémitisme, des responsabilités propres d'un régime comme celui de Vichy en France, mais elles ont également entraîné, et de manière en apparence paradoxale, d'autres « révisions » qui ont eu un début d'écho dans l'opinion à cause, précisément, de cette suspicion générale envers les récits historiques établis. C'est la raison pour laquelle le négationnisme a toujours trouvé des appuis non seulement à l'extrême droite, qui y puise les arguments d'une déculpabilisation, mais également dans une frange de l'extrême gauche, avec des intellectuels issus de la revue et mouvement la Vieille Taupe (Pierre Guillaume, Serge Thion). L'attrait de ces groupuscules pour les théories de Rassinier, puis de Faurisson, s'explique par une réceptivité plus grande aux théories du complot, à la « crypto-histoire » et à l'« hypercriticisme », mais aussi par leur incapacité d'admettre que l'extermination des juifs n'a pas relevé d'une rationalité matérialiste, jusqu'au point d'en nier l'existence dès lors qu'elle ne répondait pas à une logique de lutte des classes. Par ailleurs, elle résulte d'analyses qui reprennent l'antistalinisme d'un Rassinier et qui les portent à minorer les crimes du nazisme.

L'attention portée au négationnisme s'explique également par le fait que cette entreprise d'éradication du passé a vu le jour au moment même où une partie de l'opinion internationale prenait peu à peu conscience non seulement de l'ampleur des crimes commis contre les juifs, mais de ses lourdes conséquences pour les générations ultérieures. Cette entreprise s'est développée alors que, précisément, prenait corps chez les survivants une volonté de prise de parole publique qui, à la différence de la situation d'après guerre, a rencontré une écoute, enclenchant même, de manière inattendue, des processus tardifs de réparation judiciaire, morale ou financière à très grande échelle, en particulier dans la France des années 90. En ce sens, et bien que cela semble là encore paradoxal, le négationnisme est une conséquence indirecte de l'« âge de la mémoire » dans lequel sont entrées les sociétés occidentales depuis une vingtaine d'années. Il a indirectement bénéficié de la très forte sensibilisation autour des

questions liées au souvenir de la Shoah. Son existence et son développement sont même devenus l'une des justifications récurrentes des appels à l'entretien du souvenir.

La prégnance du négationnisme s'inscrit enfin dans la renaissance d'un antisémitisme contemporain, de droite comme de gauche, car il constitue un élément essentiel de la judéophobie de l'après 1945.<sup>26</sup> Il n'est pas en effet d'idéologie actuelle hostile au judaïsme qui ne fasse référence, d'une manière ou d'une autre, à la Shoah pour en dénaturer la signification, la minorer ou, cas extrême, la nier purement et simplement. Cet antisémitisme récent reproduit certes les figures rhétoriques de l'antisémitisme traditionnel, en particulier celui qui émerge au XIX<sup>e</sup> siècle : la théorie du complot mondial et la manipulation de l'opinion, qui figurent déjà au cœur du faux célèbre des *Protocoles des Sages de Sion*. Il reproduit également une constante dans l'histoire de la persécution physique des juifs et des grands massacres de masse qui véhiculent presque toujours des phénomènes de négation du crime et surtout d'inversion des charges, les victimes devenant les bourreaux, et les bourreaux se présentant comme des victimes : c'est observable dans le cas du génocide arménien et dans d'autres massacres plus récents, notamment en ex-Yougoslavie.

Cependant, cet antisémitisme contemporain, imbibé de négationnisme, se nourrit d'éléments nouveaux qui appartiennent au contexte de l'après 1945, en particulier la création de l'État d'Israël qui focalise et modifie en partie la structure de la judéophobie traditionnelle. Le négationnisme a servi ainsi à dénoncer la politique de l'État d'Israël accusée de reposer exclusivement sur l'« exploitation » d'un « crime imaginaire », ce qui permet de déculpabiliser les idéologies antisémites, et de jouer là encore sur une inversion du statut des bourreaux et des victimes, en entretenant volontairement les confusions entre « juifs » et « israéliens », « antisémites » et « antisionistes ». Depuis une dizaine d'années, le négationnisme s'est développé de manière spectaculaire dans le monde arabo-musulman, dans un contexte très différent du contexte européen ou nord-américain, touchant de larges secteurs de l'opinion et sans les freins juridiques ou politiques qui existent dans des pays comme la France et l'Allemagne, ou à l'échelle des institutions européennes. C'est là un point essentiel qui indique un décalage considérable entre, d'un côté, la surexploitation par les médias ou les associations antifascistes en France de phénomènes négationnistes locaux limités, comme dans le cas lyonnais, au regard, de l'autre côté, de l'ampleur du phénomène négationniste à l'échelle mondiale et qui, lui, vient pour l'essentiel de pays arabes ou de milieux islamistes.

Ce décalage s'explique pour des raisons politiques et des blocages mentaux. La lutte contre le négationnisme et contre l'extrême droite, portée par de larges fractions de la

---

<sup>26</sup> Voir Pierre-André Taguieff, « La nouvelle judéophobie. Antisionisme, Antiracisme et Anti-impérialisme », *Les Temps modernes*, 520, novembre 1989, pp. 1-80.

jeunesse, a redonné depuis une quinzaine d'années, une légitimité à l'extrême gauche, qui a fait, au passage, l'économie d'un bilan sérieux du bolchevisme et du communisme malgré la chute du Mur de Berlin, au point d'apparaître à nouveau aujourd'hui comme une force politique notable avec laquelle les partis de la gauche démocratique doivent compter. Par ailleurs, la dénonciation de l'antisémitisme d'extrême droite s'est faite parfois, au moins jusqu'à ces dernières années, au détriment de la dénonciation d'un antisémitisme et d'un négationnisme venus soit de la gauche, soit de cercles islamistes ou de milieux musulmans français. Ces réalités, aujourd'hui difficilement contestables ont considérablement gêné la gauche française, qui a eu la tentation de les occulter. Ces manifestations d'une nouvelle judéophobie émanent en effet de populations elles-mêmes considérées comme des « victimes » : de la colonisation, de l'immigration, de l'exclusion économique et sociale, réalités tout aussi incontestables mais qui ne justifient rien. En d'autres termes, le négationnisme est non seulement une réalité qui perdure et qui se transforme, mais la lutte contre le négationnisme est lourde d'enjeux et de rivalités politiques entre des mouvements qui tentent d'utiliser à leur profit l'émotion et le rejet que la négation de l'Holocauste produit dans une grande majorité de l'opinion.

### ***Pourquoi l'université ?***

Indépendamment des raisons qui expliquent la prégnance du négationnisme dans les années 1970-1980, pourquoi s'est-il particulièrement développé en milieu universitaire, au cœur même des institutions chargées de délivrer un savoir, un trait spécifiquement français ? S'il y a eu des universitaires accusés dans d'autres pays pour des faits similaires, avérés ou non<sup>27</sup>, la France arrive sans conteste en tête des mises en cause directes de l'Université en

---

<sup>27</sup> En mai 2000, l'université de Canterbury, en Nouvelle-Zélande, a diligenté une commission d'enquête pour établir dans quelles conditions l'un de ses enseignants, Joel Hayward, spécialiste d'histoire du nazisme et de questions stratégiques, avait obtenu, en 1993, un Master of Arts, avec la mention maximale, intitulé : *The Fate of Jews in German Hands: An Historical Enquiry into the Development and Significance of Holocaust Revisionism*, dans lequel il a été accusé par la suite d'avoir véhiculé des propos négationnistes. Elle a abouti notamment à ce que l'intéressé rédige un « addendum » à ses conclusions et présente des excuses, tout en niant avoir eu une perspective négationniste. Sur l'historique de cette affaire, qui ressemble à certaines affaires de Lyon III, voir le site antinégationniste <[www.nizkor.org/ftp.cgi/people/h/hayward.joel/](http://www.nizkor.org/ftp.cgi/people/h/hayward.joel/)>, et le site de l'université <[www.canterbury.ac.nz](http://www.canterbury.ac.nz/)>. La commission d'enquête a mobilisé l'historien britannique de l'Allemagne nazie, Richard Evans, qui fut également expert au procès ayant opposé en avril 2000, l'historienne Deborah Lipstad et le négationniste David Irving qui la poursuivait en diffamation, un procès que ce dernier a perdu (cf. Richard J. Evans, *Telling Lies about Hitler. The Holocaust, History and the David Irving Trial*, Londres, Verso, 2002 ; Deborah E. Lipstadt, *History on Trial : My Day in Court with David Irving*, Ecco, 2005).

tant que telle, la plupart du temps de manière fondée : sur les huit affaires recensées plus haut, et qui sont d'ampleur nationale et même internationale pour certaines, cinq concernent l'université ou la recherche de manière centrale (dont quatre les universités lyonnaises), soit parce qu'elles mettent en cause des universitaires ayant utilisé leur titre pour propager des thèses négationnistes, soit parce qu'elles résultent d'un dysfonctionnement majeur dans les procédures de délivrance de diplômes. Si le nombre total d'affaires sur près de trente ans reste malgré tout faible, ce qui invite à une certaine prudence dans les interprétations, deux explications peuvent être avancées. La première tient au fait que la plupart des négationnistes qui ont agi au sein de l'université, l'ont fait alors qu'ils étaient déjà en place, recrutés depuis longtemps, et sans que cette question ne soit intervenue dans leur début de carrière, dans un sens ou dans l'autre. L'université est donc devenue, par cette simple caractéristique sociologique, un lieu de propagation de ces idées. C'est notamment le cas de Robert Faurisson, dont l'impact sur l'histoire du négationnisme en France est important. Lorsqu'il s'engage publiquement dans la voie de la négation du génocide, il possède déjà une certaine réputation scientifique et médiatique. Au contraire de son « maître » Paul Rassinier, qui s'est prévalu surtout de sa qualité de « témoin critique » et de déporté, il a une légitimité intellectuelle, et il évolue dans un terrain qui lui permet d'accréditer, ou au moins d'essayer de le faire, l'idée que ses thèses relèvent de la discussion « scientifique » puisqu'elles sont couvertes, à travers l'usage de ses propres titres, du sceau de l'université : c'est l'enjeu de presque toutes les affaires de négationnisme à l'université.

À cet égard – c'est un point sur lequel il faut insister –, on invoque souvent le fait que la plupart des négationnistes sont rarement des « historiens professionnels », pour les dénoncer ou pour minimiser la portée de leurs écrits, comme Faurisson, Roques, Butz, Harwood – avec quelques exceptions notables comme Serge Thion ou David Irving, un historien reconnu comme un spécialiste du nazisme avant qu'il n'écrive ses textes négationnistes. Or les affaires de négationnisme ont éclaté au sein de disciplines effectivement présentes dans le champ des études sur l'Holocauste (littérature, linguistique, histoire), dont personne ne conteste la légitimité à travailler sur ce thème. L'argument est donc d'assez faible valeur : ce sont bien toutes les sciences humaines et sociales qui ont dû affronter le défi du négationnisme, et la nocivité d'un Faurisson, d'un Notin, d'un Allard, d'un Thion provient moins de leurs écrits que de leur position, et du respect qu'elle inspire.

Le second élément tient au fait que l'extrême droite française s'est montrée visiblement sensible aux idées développées par Robert Faurisson. La raison n'en est pas qu'elles soient nouvelles ou originales sur le fond : depuis 1945, les arguments n'ont guère varié, et la plupart des militants d'extrême droite les connaissent parce qu'ils ont toujours été diffusés dans leur milieu. En revanche, l'intérêt des textes de Faurisson comme ceux des négationnistes anglo-

saxons traduits dans les années 1970, réside dans le fait qu'ils développent un jargon pseudo-scientifique, différent des textes plus « politiques » de Maurice Bardèche ou de Paul Rassinier. Ils offrent ainsi la possibilité de sortir ces thèses de la semi-clandestinité dans laquelle elles évoluaient, et de les déployer à une autre échelle. Ils permettent, du moins le croit-on, de muer un simple topos idéologique, resté jusque-là sans grand écho, en un objet de « débat » scientifique, fondé sur des faits « objectifs » et conduisant à des théories « discutables », une translation qui peut (et qui va) avoir des effets perturbateurs dans l'opinion publique. Or pour des raisons qui tiennent à la nature même du discours de Robert Faurisson, universitaire lettré et cultivé, ces idées ont séduit d'abord des militants d'extrême droite évoluant au sein de l'université, à Lyon III, à Paris, à Nantes et ailleurs. Ces derniers vont alors investir la question du négationnisme et développer des stratégies consistant à faire valider ces thèses au moyen de diplômes ou d'écrits scientifiques disposant d'une manière ou d'une autre de *l'imprimatur* de l'université, un choix qui résulte autant d'une tactique délibérée que d'un habitus social.

\*

Plutôt que de s'épuiser à réfuter les arguments négationnistes, une entreprise moralement louable mais intellectuellement inutile, il est préférable de considérer ce mouvement comme un fait de société et de culture, voire comme un symptôme qui nous parle des marges de nos sociétés démocratiques. En effet, si l'on observe son histoire depuis une trentaine d'années, on se rend compte qu'il n'a soulevé pratiquement aucune question historiographique d'importance, sinon en incitant les historiens à plus d'attention sur le sujet – c'est l'une des conséquences en France des polémiques autour de Faurisson qui ont contribué à accroître l'intérêt pour l'histoire du nazisme et de l'Holocauste. Le négationnisme n'a ainsi jamais modifié, de manière substantielle, les vérités factuelles élaborées par l'historiographie scientifique, un constat simple, massif, dont la conséquence est que l'évolution actuelle du discours négationniste l'incline à délaisser les arguments pseudo-scientifiques pour renouer avec le langage ordurier et injurieux de l'antisémitisme traditionnel : un simple clic sur un site internet négationniste suffit à le démontrer.

En revanche, ce mouvement a soulevé des problèmes épistémologiques plus sérieux sur le statut de la vérité en histoire, sur la question des régimes de véridicité, sur la question des interprétations plurielles du passé, questions qui étaient au même moment objet de farouches controverses. Il a soulevé des questions de méthodes sur la meilleure manière d'analyser les structures d'argumentation d'une négation d'un fait aussi massif et incontestable que l'Holocauste, un problème que les historiens ont souvent négligé pour s'attacher soit à la matérialité des faits déformés, soit à la posture des négationnistes. Or la question de

l'argumentation est essentielle car la négation de l'Holocauste appartient à un registre de discours de plus en plus répandu, fondé pour l'essentiel sur la suspicion universelle, qui rend vaine toute argumentation scientifique de type classique, laquelle repose sur un minimum de conventions, de confiance, de propositions implicites partagées, comme l'impossibilité radicale de tout « prouver » dans un énoncé scientifique. Enfin, le négationnisme a soulevé des problèmes éthiques, juridiques et politiques majeurs touchant aux limites de la liberté d'expression, à la difficile définition des droits et devoirs d'un universitaire, à la difficulté d'accepter que l'histoire soit écrite par des lois, même avec des intentions vertueuses. La négation de l'Histoire nous renvoie, en définitive, à la possibilité d'écrire réellement une histoire vraie.